



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNACIONALISTE



TCL mode lourd

Lundi 11 mai 2026

Les salaires stagnent, les prix montent... mais la colère aussi !

Des débrayages ont eu lieu dans des usines d'Airbus, notamment à Toulouse, pour protester contre la réduction de 2 400 euros de la prime de participation, malgré des résultats exceptionnels. Dans quelques autres secteurs aussi, les travailleurs se sont mis en lutte pour les salaires. Des mouvements limités en nombre, du moins pour l'instant, mais, face à la radinerie des patrons et aux fins de mois difficiles, seule la lutte paye.

L'offensive patronale

La hausse des prix des carburants causée par la guerre en Iran s'étend sur l'alimentaire. Elle pourrait atteindre 4 à 5 %, selon *Que Choisir*. Mais les patrons veulent imposer des augmentations qui dépassent rarement 1 %. S'ajoutent à l'inflation et aux bas salaires les licenciements, comme la fermeture annoncée d'ici 2028 de l'usine Stellantis de Poissy, les 161 annoncés à la polyclinique de Pau, les 180 chez Nestlé, ou les 206 salariés d'Arquus Saint-Nazaire, qui produit des véhicules pour l'armée – comme si le secteur de l'armement était peu profitable, surtout en ce moment ! Sans compter tous les contrats précaires, CDD ou intérimaires, non renouvelés, comme les 44 intérimaires de Arquus déjà « remerciés ».

Cette offensive est bien souvent menée par des groupes richissimes. Le tout avec l'aide du gouvernement qui refuse d'aller piocher dans les 4,96 milliards profits de Total au premier trimestre 2026, gonflés de 51 % par la guerre et la spéculation, ou dans les 9 milliards de trésorerie de Dassault et les fortunes de tous les profiteurs de guerre. Qui refuse aussi d'imposer des augmentations de salaire, mais multiplie les cadeaux, aides et commandes à ces grands groupes.

Des réponses se multiplient

Pour tenter d'éteindre l'incendie, certains distribuent des primes, comme à Sevesc qui annonce une prime d'intéressement équivalent à un mois et demi de salaire, mais seulement 0,8 % d'augmentation des salaires.

D'autres font dans le mépris, comme la RATP qui a promis une prime de 100 euros, mais uniquement pour le mois de juin. Si les plus grosses primes ont pu apaiser la colère, ça en dit surtout long sur le refus d'augmenter les salaires. Quant aux autres, elles ne peuvent être vues que comme des insultes et des provocations, et ceux qui

y répondent ont mille fois raison de le faire. Comme les 220 membres du personnel administratif et technique de la fac de Nanterre, réunis en AG pour voter la grève reconductible pour la revalorisation de leurs primes, ceux de la fac Montaigne à Bordeaux, qui s'étaient mis en bagarre contre les suppressions de postes, ou la trentaine de travailleurs du Muséum d'histoire naturelle, en grève pour leurs salaires, en passant par les débrayages et grèves dans les labos, pour des augmentations de salaire et une baisse des charges de travail...

Question de priorités

Pour l'instant, ces quelques grèves se font entreprise par entreprise plutôt que tous ensemble. Les syndicats se gardent bien d'appeler à une mobilisation de tous ceux qui veulent mettre un coup d'arrêt à l'offensive patronale. Au contraire, ils distillent l'idée que, chacun dans son coin, boîte par boîte, la lutte serait plus facile. Quant aux politiciens de gauche, ils n'ont que la présidentielle de l'an prochain en tête.

Mais qui peut attendre un an dans le mince espoir qu'un autre président, qu'un autre gouvernement pourrait lui permettre de faire le plein et de remplir son caddie ? Les patrons et les actionnaires, eux, ne changeront pas en 2027. Ils se moquent bien des élections ! Heureusement, ce qu'aucun politicien ne pourra faire dans un an, la mobilisation massive des travailleurs peut l'imposer dès demain :

- **400 euros net d'augmentation immédiate pour tous et toutes !**
- **pas de salaire, pension ou allocation inférieurs à 2 000 euros net !**
- **interdiction des licenciements et des suppressions de postes, dans le public et le privé !**

Une Hastus pour Self ?

De nouveau, Self-service n'a pas fonctionné pendant plusieurs jours. Il fallait rester à l'affût et passer un temps de fou à essayer d'avoir accès à son planning de travail, ou à faire des échanges.

On s'est donc transmis entre collègues nos meilleures astuces, comme prendre tel ou tel navigateur, ouvrir « service-voiture » sur une première page internet, puis ouvrir Self-service sur une seconde pour voir l'application fonctionner. Fallait la trouver celle-là !

En tout cas face aux défaillances d'un outil informatique mal maîtrisé, nous n'avons dû compter que sur nous-mêmes. Car côté direction c'était silence radio !

Ainsi fons fons fons

Avec l'ouverture prochaine du CDM de Saint-Fons et le transfert de la T4, les appels à candidature ont commencé, avec leurs critères de sélection... ou de départ forcé si nécessaire.

Pour certains ce nouveau dépôt ferait gagner du temps de trajet, pour d'autres non. Et pour beaucoup, c'est surtout l'incertitude sur la conservation de leur roulement, à Saint-Fons comme à Meyzieu d'ailleurs.

Que le réseau se développe c'est une bonne chose, et il faut bien des critères objectifs pour définir qui va où, en complément du « volontariat ». Mais nos conditions de travail sont comme d'habitude absentes de l'équation. Et pour beaucoup c'est la crainte d'une détérioration supplémentaire.

Alors à nous de sortir du piège individualiste, en formulant collectivement des revendications, valables quel que soit notre dépôt !

Et les nominés sont...

Cette année, suivez dans *Révolutionnaires* le prix du pire signal routier : celui qui fonctionne, puis dysfonctionne, refonctionne à nouveau avant de retomber en panne... bref qui nous pourrit la vie !

Les premiers nominés sont : sur T6 le routier de la gare de Villeurbanne et celui de Rockefeller sur T2. Qui va remporter le titre ? Vont-ils être réparés ? Attendent-ils déjà leur prochaine panne ? Quelle concurrence sur le réseau ?

Le suspense est intense ! (N'hésitez pas à participer en nous adressant les candidatures de vos pires routiers)

À la revoyure !

Certains essayent de justifier tant bien que mal la signature de l'accord NAO. Avec 0,9% d'augmentation générale au 1er avril, il prévoit en effet un nouveau recul de nos salaires face à l'inflation. On nous annonce d'ailleurs dans la presse que le SMIC, indexé légalement sur l'inflation et qui avait été augmenté de 1,18% en janvier, serait probablement de nouveau augmenté d'au moins 2% dans les prochaines semaines, face à la hausse des prix.

Pas d'inquiétude nous dit-on : notre accord prévoit une « clause de revoyure » ! Pour être activée, les prévisions

doivent cependant dépasser 2,5% d'inflation en moyenne annuelle. Pire l'accord précise explicitement qu'il n'y a aucune « obligation de mise en œuvre de mesure salariale ». Donc à part pour les amoureux des tête-à-tête avec la direction, il n'y a rien à en attendre.

Se retrouver à la table des négociations, ça n'a d'intérêt qu'avec un rapport de force en faveur de nos revendications. Ça commence par ne pas dire « oui » à tout ce que dit la direction, en répétant au passage leurs arguments mensongers !

L'enveloppe n'est pas pour nous

220 000 euros de prime, vous vous rendez compte ? Comment refuser ? Sauf que cette enveloppe de prime ne s'adresse qu'aux agents de maîtrise, comme chaque année. Les conducteurs notamment n'en verront pas la couleur. Et comme chaque année, ça n'était pas soumis à la signature des OS, mais imposé par l'entreprise, au détriment des augmentations générales !

Faire passer ça pour un « acquis de la négociation » c'est un mensonge patronal.

Encore quelques jours pour s'inscrire au championnat d'Europe du tramway !

Conditions générales : aucune commission d'habilitation sur les deux dernières années.

Vu comment la boîte a la main lourde, ça risque de pas faire grand monde.

Facture bien salée

La droite autour de Sarselli, qui fonce tête baissée vers un nouveau métro E, a donc définitivement fait table rase du projet TEOL. Selon l'ex-vice-président aux transports de la métropole, ce sont plus de 35 millions d'euros d'études et de concertations qui viennent de s'évaporer... Cumulé aux 10 millions qu'avait déjà coûté l'abandon du même métro E en 2022, nous laissons imaginer au lecteur ce à quoi cet argent aurait pu être utilisé si le développement de l'offre se faisait en fonction des besoins des travailleurs.

Baisser les taxes ? Une fausse bonne idée

Le prix du plein est le même pour tout le monde, mais la hausse du carburant pèse bien plus lourdement sur les petits salaires. Le RN prétend avoir trouvé une solution pour réduire le coût du carburant : baisser les taxes. Pourtant, cette augmentation des prix est directement liée aux conflits impérialistes au Moyen-Orient, tandis que les grands groupes pétroliers en profitent largement : Total a ainsi réalisé un milliard d'euros de profits en mars.

Baisser les taxes revient surtout à détourner l'attention de la responsabilité des patrons. D'ailleurs, le RN défend avant tout une politique favorable aux profits des plus riches. Rien d'étonnant quand on voit Marine Le Pen dîner aux côtés de Patrick Pouyanné, PDG de Total.

La véritable solution, c'est d'augmenter les salaires en prenant sur les profits des grands groupes. Ce n'est pas en faisant confiance aux politiciens bourgeois que nous y parviendrons, mais bien par notre mobilisation collective.

Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Ne pas jeter sur la voie publique – Contact : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org